

# Les Usse

SYNDICAT  
DE RIVIÈRES



Comité Syndical  
Mercredi 08 février 2023

Salle Annexe de la salle Jean  
XXIII, à FRANGY



haute  
savoie  
le Département

Les Usse  
SYNDICAT  
DE RIVIÈRES

Note de Synthèse  
Débat  
d'Orientation  
Budgétaire

Les Usse  
SYNDICAT  
DE RIVIÈRES



## PREAMBULE

1/ CONTEXTE ECONOMIQUE ET CLIMATIQUE NATIONAL ET LOCAL

2/ FINANCEMENTS ET DÉPENSES : ANNÉE 2022 ET EVOLUTIONS AU SYNDICAT

3/ PROSPECTIVES ÉCONOMIQUE 2023 À 2025

4/ PRÉVISIONNELS DE L'ANNÉE 2023

## PREAMBULE : ASPECT LÉGISLATIF

- L'article 107 de la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (loi « NOTRe ») a modifié l'article L.2312-1 du Code général des collectivités territoriales pour instituer de nouvelles obligations relatives à la présentation et l'élaboration des budgets locaux.
- Dans les communes de plus de 3 500 habitants, un rapport sur les orientations budgétaires, les engagements pluriannuels envisagés ainsi que sur la structure et la gestion de la dette doit être produit et débattu, au cours d'une séance du conseil municipal, dans les deux mois précédant l'examen et le vote du budget primitif.
- En outre, les communes de plus de 10 000 habitants doivent compléter le rapport en question par une présentation de la structure et de l'évolution des dépenses de personnel et des effectifs, des rémunérations, des avantages en nature et du temps de travail.

## PREAMBULE : ASPECT LÉGISLATIF

La note de synthèse comporte les informations suivantes :

- Les orientations budgétaires envisagées par le Syndicat portant sur les évolutions prévisionnelles des dépenses et des recettes en fonctionnement, comme en investissement.
- La présentation des engagements pluriannuels, notamment les orientations envisagées en matière d'investissement.
- Des informations relatives à la structure et à la gestion de l'encours de la dette, le cas échéant.
- Les objectifs d'évolution des dépenses réelles de fonctionnement et du besoin de financement de la collectivité.

Le débat d'orientation budgétaire vise donc à permettre à l'assemblée délibérante :

- D'être informée de l'évolution de la situation financière de la collectivité ;
- De débattre et de voter les orientations budgétaires et les engagements pluriannuels qui préfigureront les priorités du prochain budget

## 1/ CONTEXTE NATIONAL ET LOCAL

Situation économique en France en 2022 (source <https://www.insee.fr/fr/statistiques/6797212>)

Le PIB annuel a augmenté de 2,6 % entre 2021 et 2022, un chiffre qui résulte surtout du rebond de l'activité à la mi-2021, en sortie de crise sanitaire.

Puis, le PIB a progressé à petite vitesse en 2022 (à +0,15 % en moyenne par trimestre), dans un contexte international marqué par une accumulation de chocs (gestion complexe de la pandémie de Covid-19 en Chine, guerre en Ukraine) et par le niveau très élevé de l'inflation.

L'activité économique française a ralenti au quatrième trimestre 2022 (+0,1 % après +0,2 % au troisième). Le « coup de froid » anticipé dans un contexte de choc sur les coûts du gaz et de l'électricité pour les entreprises s'est ainsi traduit par un ralentissement et non un recul, malgré une consommation en net retrait. Cette conjoncture est à regarder du côté des ménages, où au cours de l'année 2022, l'inflation s'est élargie à un grand nombre de biens et de services. La conjonction de tensions sur les conditions de production s'est en effet peu à peu transmise aux prix à la consommation.

# 1/ CONTEXTE NATIONAL ET LOCAL

## Situation économique en France - prévisions 2023

Public Sénat – Commission des Finances du Sénat audition de la Banque de France – 11/01/2023

Avec une croissance du produit intérieur brut (PIB) de 0,1 % au quatrième trimestre de 2022, la France devrait échapper à la récession, marquée par deux trimestres successifs de recul.

Les prévisions économiques pointent un contexte de grande incertitude sur les accès à des ressources comme l'énergie (gaz et électricité du fait de la guerre en Ukraine) ou la main d'œuvre pour les produits manufacturés et alimentaires.

L'hypothèse du Gouvernement serait d'une croissance économique de 1% dans un contexte de ralentissement de l'activité économique. Néanmoins, pour 2023, la Banque de France table sur une croissance de 0,3 %, avant une reprise en 2024 à 1,2 %.

Les prévisions de l'inflation inquiètent aux alentours de 4% pour 2023.

# 1/ CONTEXTE NATIONAL ET LOCAL

## Situation Climatique en France - 2022

Source MétéoFrance

L'année 2022 est la plus chaude que la France métropolitaine ait jamais mesurée. Ponctuée d'extrêmes climatiques, 2022 est un symptôme du changement climatique en France. Remarquable dans le climat actuel, elle pourrait devenir " normale " en 2050.

2022 est l'année la plus chaude jamais enregistrée sur le territoire métropolitain depuis le début des relevés en 1900. Sur l'ensemble de l'année, la température a atteint 14,5 °C en moyenne sur la France.

L'année 2022 a également été exceptionnellement sèche, marquée par un déficit pluviométrique record de 25 %.

En 2022, la sécheresse des sols est une des plus longues et des plus étendues en France.

L'année 2022 a été jalonnée par de nombreux épisodes et vagues de chaleur et de douceur. Les périodes de froid ont à l'inverse été quasi absentes, à l'exception d'un épisode de gel tardif début avril et d'un épisode froid du 8 au 17 décembre. Tous les mois de l'année ont été plus chauds que la normale, à l'exception des mois de janvier et d'avril.

Trois vagues de chaleur dès le 16 juin (40° enregistré à Saint-Jean-de-Minervois (34)), avec 33 jours de vagues de chaleur.



# 1/ CONTEXTE NATIONAL ET LOCAL

## Situation Climatique en France - Prévisions 2023

Source MétéoFrance et <https://www.novethic.fr/>

Le début de l'année 2023 est la continuité de l'année 2022. Il est marqué par des températures particulièrement douces en France et en Europe, avec des records battus dans plusieurs villes.

L'année 2023 sera l'une des années les plus chaudes jamais enregistrées sur Terre. C'est ce que prévoit le Met Office, l'organisme de météorologie britannique. Ses prévisions annuelles, publiées en fin d'année dernière, suggèrent que la température moyenne mondiale pour 2023 devrait se situer entre 1,08°C et 1,32°C au-dessus de la moyenne de la période préindustrielle.

2023 serait ainsi la dixième année consécutive avec des températures qui dépassent d'au moins 1°C les niveaux préindustriels.

Pour rappel, l'objectif de l'Accord de Paris est de maintenir cette hausse sous la barre des 1,5°C.

# 1/ CONTEXTE : VIE DU SYNDICAT

Résumé de l'année 2022 :

## ● Aspects administratifs

Les statuts ont été modifiés fin 2022 pour permettre au syndicat d'assurer pleinement la compétence GEMAPI (transfert des items complémentaires).

## ● Mobilisation des équipes

Les élus et le personnel ont comptabilisé environ 2 000 heures de travail, autour de 12 réunions d'équipe, 12 réunions de Bureau, 7 comités syndicaux, 1 Comité de Rivières, plus de 30 délibérations.

## ● Ressources humaines

L'année 2022 a été marquée par de nombreux départs qui ont nécessité de mettre en pause certains projets dans l'attente des recrutements. Fin 2022, aucun poste n'est vacant et le syndicat emploie 6,6 ETP pour 8 agents.

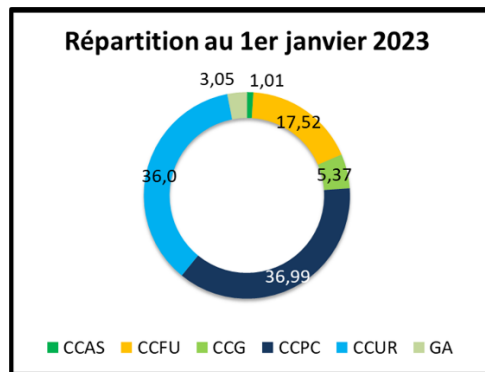
## ● Programmes d'activité

L'année 2022 a été consacrée à la validation du Contrat de Milieux et l'enclenchement d'un certains nombres d'actions, dans la continuité du Contrat de Rivières et dans le cadre de la compétence GEMAPI. Le projet INTERREG STOP AUX INVASIVES a été dans sa dernière année, avec un bilan technique fin 2022 clôturé par un colloque de restitution. LE CTENS Plateau des Bornes est entré dans sa phase 2, à l'issue d'un bilan à mi-parcours produit au second semestre, dans un contexte de révision de la politique du Département sur les Espaces Naturels Sensibles (baisses des subventions de fonctionnement). Pas de changement pour l'animation Natura 2000.

## 2/ FINANCEMENTS ET DÉPENSES : ANNÉE 2022 ET EVOLUTIONS AU SYNDICAT

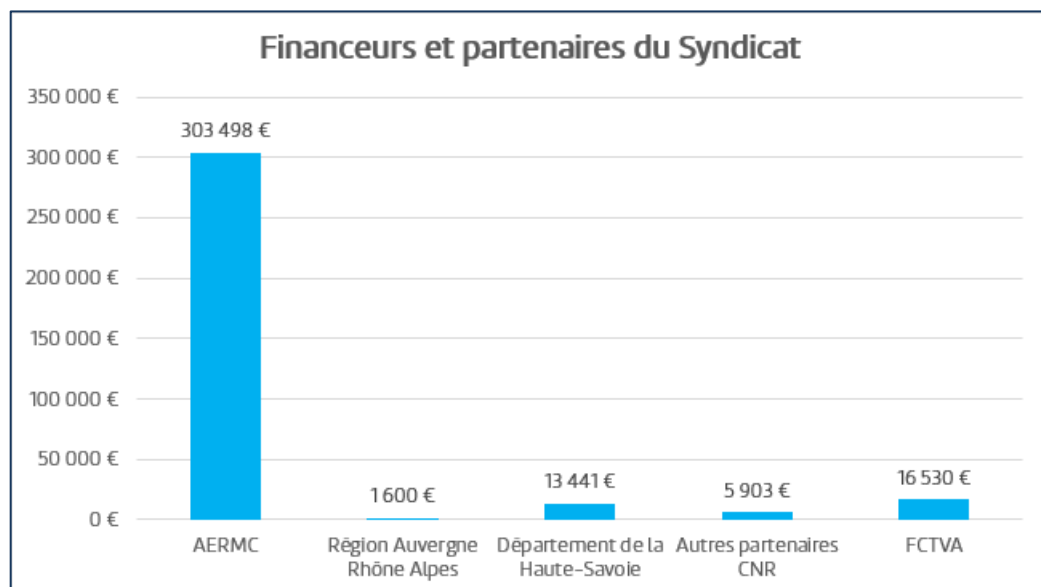
- A ce jour, le Compte de Gestion n'a pas encore été transmis par le Trésorier Public. La clôture de l'exercice 2022 n'est pas encore établie, dans l'attente des rattachements des produits à recevoir qui doivent être comptabilisés. En conséquence, le résultat des exercices antérieurs n'est pas encore connu à ce jour.

## 2/ FINANCEMENTS ET DÉPENSES : ANNÉE 2022 ET EVOLUTIONS AU SYNDICAT



Les recettes proviennent :

De la **participation des EPCI** membres à hauteur de 272 400€,  
Ce montant est inchangé depuis 2014.



Des **subventions publiques** à hauteur de 53 % pour un montant total de 340 972 €

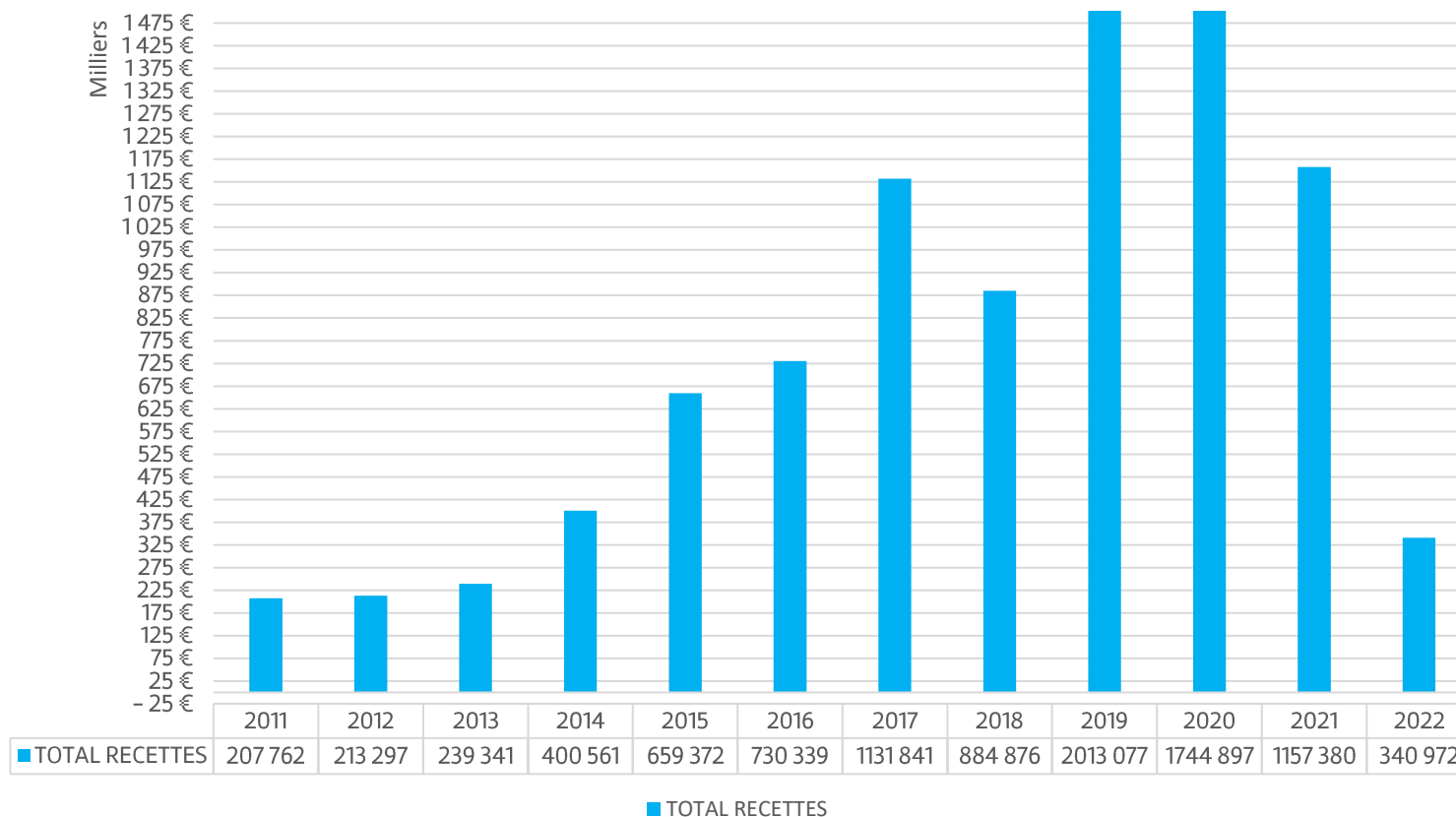
La part de l'agence de l'eau est très significative, à hauteur de 303 498 €.

*Néanmoins, ces montants relatifs aux subventions ne tiennent pas compte des rattachements des recettes de l'année 2022 d'une part, et reflètent aussi les subventions versées au titre de l'exercice 2021 d'autre part.*

En attente de la clôture de l'exercice

## 2/ FINANCEMENTS ET DÉPENSES : ANNÉE 2022 ET EVOLUTIONS AU SYNDICAT

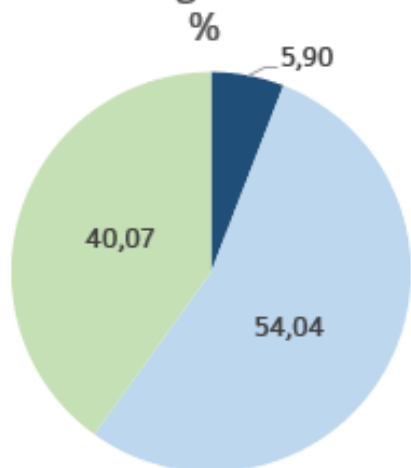
EVOLUTION DES RECETTES



En attente de la clôture de l'exercice

## 2/ FINANCEMENTS ET DÉPENSES : ANNÉE 2022 ET EVOLUTIONS AU SYNDICAT

Répartition des charges de fonctionnement



■ Charges structurelles ■ Charges de rémunération ■ Charges liées à l'activité

|                            |           |
|----------------------------|-----------|
| Charges structurelles      | 33 689 €  |
| Charges de rémunération    | 308 744 € |
| Charges liées à l'activité | 228 927 € |
|                            | 571 360 € |

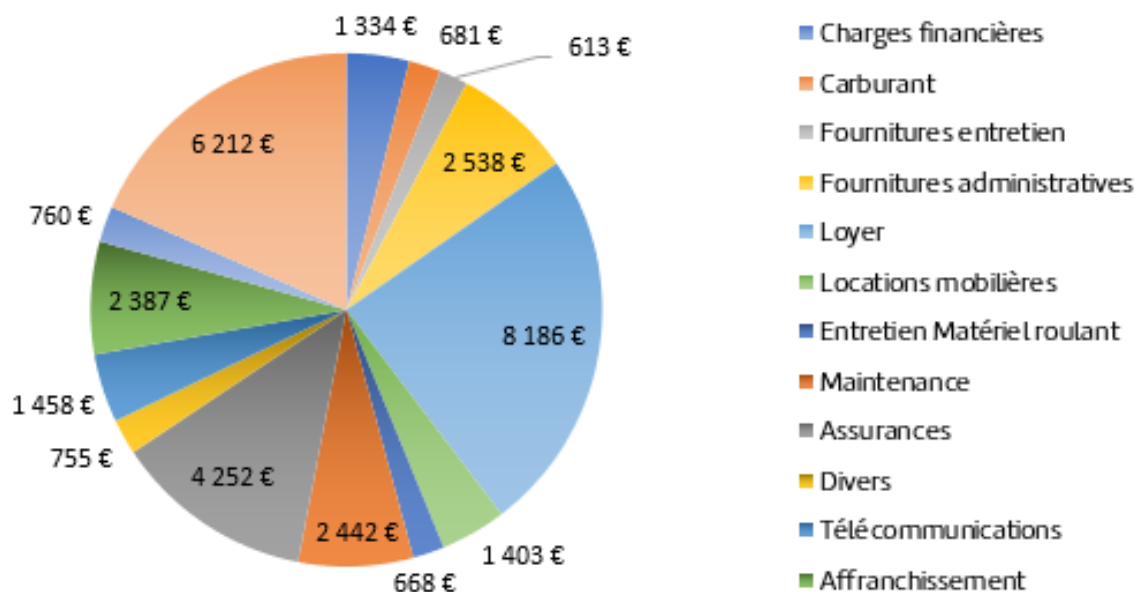
Les dépenses de fonctionnement sont de 3 ordres :

- Les **charges structurelles**, qui permettent au syndicat de fonctionner au quotidien
- Les **charges de rémunération**, représente 6,6 ETP, dont une partie est dévolue à des missions relevant de la compétence GEMAPI
- Les **charges liées à l'activité**, dont une grande partie est affectée à l'exercice de la compétence GEMAPI

## 2/ FINANCEMENTS ET DÉPENSES : ANNÉE 2022 ET EVOLUTIONS AU SYNDICAT

### DEPENSES DE FONCTIONNEMENT : CHARGES STRUCTURELLES

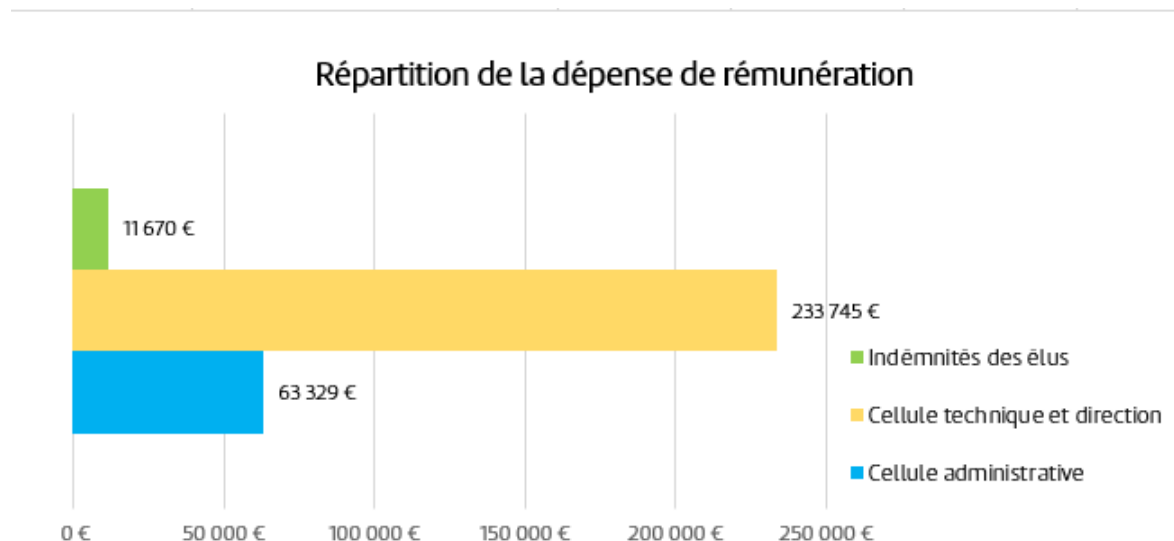
#### Répartition des frais de structure



Les dépenses liées aux frais de structure s'élèvent à 33 689€, dont 7 266€ sont subventionnées via les subventions des postes.

En 2021, les charges structurelles étaient de 29 054 €.

## 2/ FINANCEMENTS ET DÉPENSES : ANNÉE 2022 ET EVOLUTIONS AU SYNDICAT



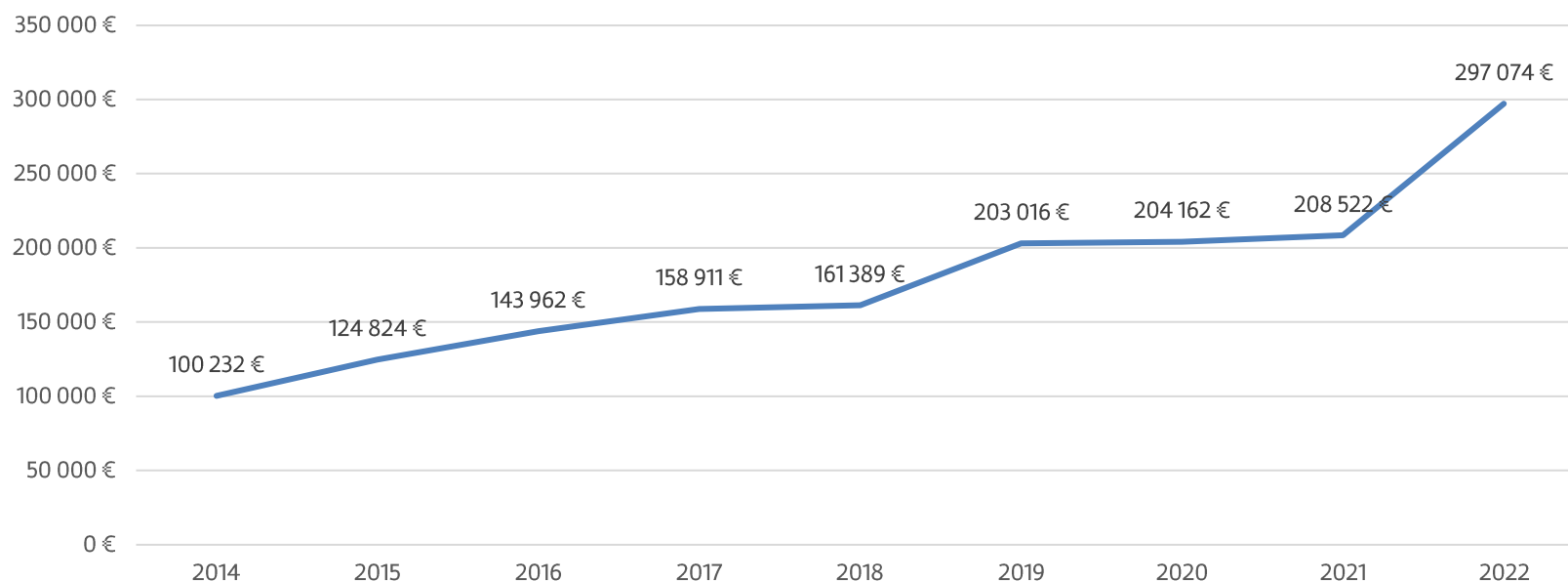
\* En 2022, les dépenses de personnel s'élèvent à 297 074 € et l'indemnité des élus à 11 670 €. Les subventions liées aux postes sont de 97 295 €, dont 69 751 € de la part de l'agence de l'eau. Les subventions publiques toutes confondues soutiennent, via un %, les frais de structure et les postes de la cellule administrative.

\* Environ 4,2 ETP réalisent des missions dévolues à l'exercice de la compétence GEMAPI (actions du Contrat de Milieux)



## 2/ FINANCEMENTS ET DÉPENSES : ANNÉE 2022 ET EVOLUTIONS AU SYNDICAT

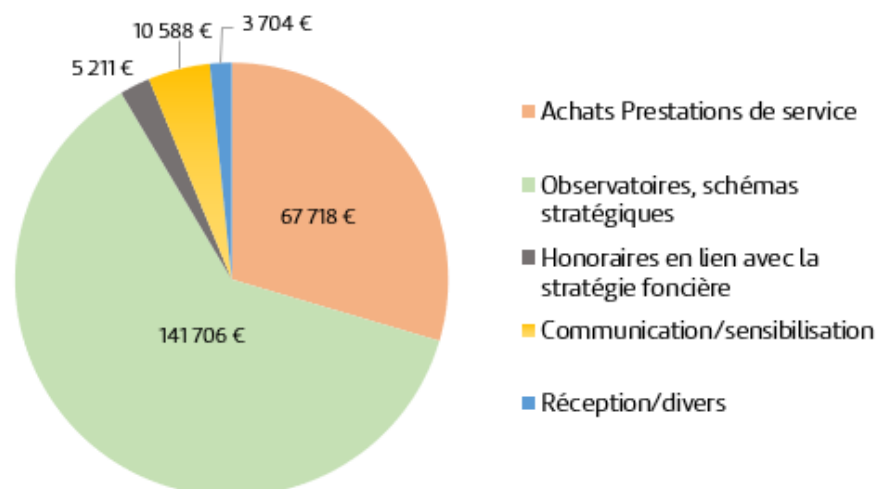
Charges de personnel et frais assimilés



En 2014, le syndicat employait 2,5 ETP.  
Désormais en 2022, il emploie 6,6 ETP.

## 2/ FINANCEMENTS ET DÉPENSES : ANNÉE 2022 ET EVOLUTIONS AU SYNDICAT

### Charges de fonctionnement liées à l'activité



| Charges de fonctionnement liées à l'activité  |           |
|-----------------------------------------------|-----------|
| Achats Prestations de service                 | 67 718 €  |
| Observatoires, schémas stratégiques           | 141 706 € |
| Honoraires en lien avec la stratégie foncière | 5 211 €   |
| Communication/sensibilisation                 | 10 588 €  |
| Réception/divers                              | 3 704 €   |
|                                               | 228 927 € |

En attente de la clôture de l'exercice

## 2/ FINANCEMENTS ET DÉPENSES : ANNÉE 2022 ET EVOLUTIONS AU SYNDICAT

### DEPENSES D'INVESTISSEMENT : CHARGES LIÉES À L'ACTIVITÉ

**Achat de parcelles à l'aval  
des Usse de l'ordre de 12  
ha, et sur la plaine de  
Bonlieu de 8 ha.**

**Restauration de  
zones humides**

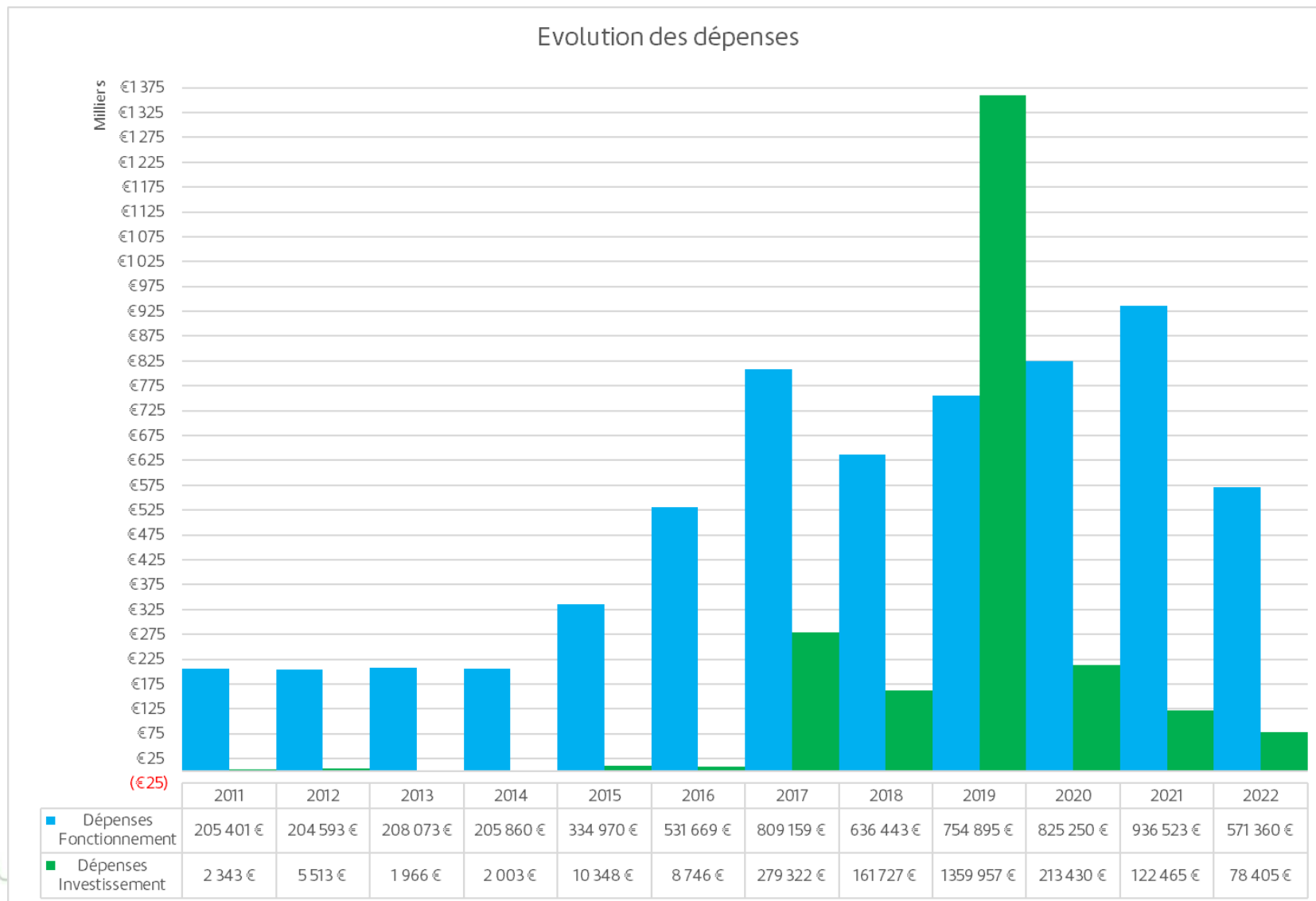
| <b>Répartition des dépenses d'investissement</b> |                 |
|--------------------------------------------------|-----------------|
| Investissement informatique et mobilier          | 7 030 €         |
| Démarche d'acquisition foncière                  | 46 519 €        |
| Actions de restauration des espaces naturels     | 23 145 €        |
| Observatoire des usages                          | 1 711 €         |
|                                                  | <b>78 405 €</b> |

## 2/ FINANCEMENTS ET DÉPENSES : ANNÉE 2022 ET EVOLUTIONS AU SYNDICAT

| <b>2022</b>                | <b>Dépenses de fonctionnement</b> | <b>Dépenses d'investissement</b> | <b>Recettes</b><br><b>(hors écritures de rattachement au 31/12/2022)</b> |
|----------------------------|-----------------------------------|----------------------------------|--------------------------------------------------------------------------|
| Charges structurelles      | 33 689 €                          |                                  | Cotisation EPCI membres + subventions publiques                          |
| Charges de rémunération    | 308 744 €                         |                                  |                                                                          |
| Charges liées à l'activité | 228 927 €                         | 78 405 €                         |                                                                          |
| <b>TOTAL</b>               | <b>571 360 €</b>                  | <b>78 405 €</b>                  | <b>613 372 €</b>                                                         |

- ➊ Plus de 90% de l'activité représente de la compétence GEMAPI
- ➋ Effort conséquent pour solder des subventions, tenant compte que la réalisation de l'activité était sur exercice comptable antérieur

## 2/ FINANCEMENTS ET DÉPENSES : ANNÉE 2022 ET EVOLUTIONS AU SYNDICAT



### 3/ PROSPECTIVES ÉCONOMIQUE 2023 À 2025

#### Préambule :

Déploiement et développement de l'activité dès 2017

Augmentation des charges de personnel – passage de 2 ETP à 6,6 ETP en 10 ans

Baisse des aides publiques, d'abord de la part de la Région en 2015, puis le Département en 2022 sur plusieurs missions : aides aux postes, gestions des berges, suivis généraux, communication et sensibilisation, etc.

Taxe GEMAPI instaurée dans les EPCI membres et pouvant être levée

Inflation importante dès 2022

- Début d'une réflexion et d'une consolidation de la gestion économique du Syndicat
- Présentation d'une projection de financement jusqu'à 2025, en tenant compte que la cotisation actuelle des EPCI membres (272 400€ / an) qui n'est pas suffisante

### 3/ PROSPECTIVES ÉCONOMIQUE 2023 À 2025

A l'aide du tableau donné en séance, en tenant compte que le résultat des exercices antérieurs n'est pas connu à ce jour.

#### Charges à financer

**Charges structurelles**

**Charges de rémunération**

**Charges liées à l'activité**

#### Recettes à percevoir

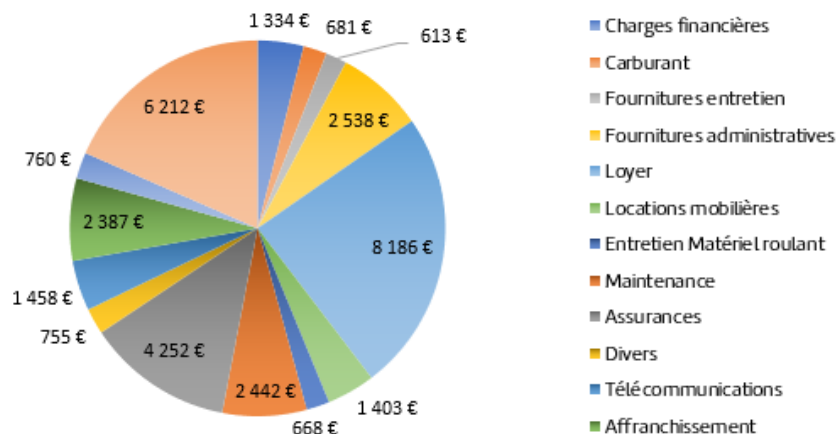
**EPCI Membres**

**Financeurs publics**

Principe d'équilibre budgétaire

## 3/ PROSPECTIVES ÉCONOMIQUE 2023 À 2025

### Répartition des frais de structure



➤ Sur la base de 2022 qui est d'environ 33 000€

|                       |                                                               |              | Commentaires                                                   |
|-----------------------|---------------------------------------------------------------|--------------|----------------------------------------------------------------|
| Charges structurelles | FRAIS DE STRUCTURES GENERAUX                                  | 120 000,00 € | inflation par an de +5%, mais intérêt bancaire de 1000 à 6000€ |
|                       | <i>Sous-détail part GEMAPI sur la base de l'activité</i>      | 111 931,88 € |                                                                |
|                       | <i>Sous-détail part HORS GEMAPI sur la base de l'activité</i> | 8 068,12 €   |                                                                |
|                       | CHARGES EXCEPTIONNELLES                                       | - €          |                                                                |
| SOUS TOTAL            |                                                               | 120 000,00 € |                                                                |

- Env. 40 000€ /an
- Env. 21% sont subventionnés via les postes



## 3/ PROSPECTIVES ÉCONOMIQUE 2023 À 2025

### ➤ Charges de rémunération :

|                         |                                                                         |                     |                                           |  |
|-------------------------|-------------------------------------------------------------------------|---------------------|-------------------------------------------|--|
| Charges de rémunération | CELLULE TECHNIQUE ET DIRECTION (5,4 ETP jusqu'en 2024)                  | 556 900,00 €        |                                           |  |
|                         | Techniciens et direction                                                | 550 000,00 €        | PGRE, TK R (+remplacement 23), CP ZH, DIR |  |
|                         | <i>Sous-détail part GEMAPI (sur la base des heures de travail)</i>      | 495 000,00 €        | 90%                                       |  |
|                         | <i>Sous-détail part HORS GEMAPI (sur la base des heures de travail)</i> | 55 000,00 €         | 10%                                       |  |
|                         | Animateur CTENS (8j)                                                    | 3 000,00 €          | retrait poste dès 2025                    |  |
|                         | Chargé de com' (8j)                                                     | 3 900,00 €          |                                           |  |
|                         | CELLULE ADMINISTRATIVE (1,2 ETP)                                        | 174 000,00 €        |                                           |  |
|                         | <i>Sous-détail part GEMAPI sur la base de l'activité</i>                | 162 301,23 €        |                                           |  |
|                         | <i>Sous-détail part HORS GEMAPI sur la base de l'activité</i>           | 11 698,77 €         |                                           |  |
|                         | INDEMNITES DES ELUS                                                     | 45 000,00 €         |                                           |  |
|                         | <b>SOUS TOTAL</b>                                                       | <b>775 900,00 €</b> |                                           |  |

### ➤ Produits = subventions liées aux missions :

|  |              |                                                                                                  |  |  |
|--|--------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------|--|--|
|  | 310 000,00 € | 56% Subventions des postes alors que historiquement c'était à 80%                                |  |  |
|  | 310 000,00 € | AE sub PGRE, MA30%, MA&PL 2023 + AE sub PGRE, MA30%, MA&PL+ Etat/N2000                           |  |  |
|  | - €          |                                                                                                  |  |  |
|  | - €          |                                                                                                  |  |  |
|  | - €          | NB une part sont subventionnés via les poste et donc compris dans les produits des rémunérations |  |  |
|  | - €          |                                                                                                  |  |  |
|  | 310 000,00 € |                                                                                                  |  |  |

- Passage de 80% de subvention en 2013 à 56% aujourd'hui
- Missions subventionnées : PGRE, pilotage-animation contrat, qualité, stratégie de com' et foncière, gestion des berges, restauration des milieux
- Une part de la rémunération de la cellule administrative est subventionnée via les postes des techniciens

### 3/ PROSPECTIVES ÉCONOMIQUE 2023 À 2025

#### ➤ Charges liées à l'activité :

##### CONTRAT DE MILIEUX DES USSES

Programme sur 2\* 3 ans, répondant aux objectifs du SDAGE RMC : restauration des milieux aquatiques, de la continuité, préservation de la ressource quantitative (du fait du bassin déficitaire), etc.

Outil préférentiel de l'agence de l'eau RMC



Programme sur 5 ans, répondant aux enjeux du territoire du Plateau des Bornes, réparti en 3 axes : 1/ préservation et restauration des zones humides, 2/ conservation de la biodiversité ordinaire et remarquable autres, 3/ sensibilisation, 4/ coordination

Outil préférentiel du Conseil Départemental 74 en cours de révision



Programme sur 5-10 ans, répondant à la Directive Européenne Habitats-Faune-Flore visant à conserver les espèces et les habitats d'intérêt communautaire de la rivière des Usses à l'aval et ses affluents du Marsin et du Saint Pierre

Outil dédié et fléché du Ministère de la Transition Ecologique, financement Etat et Région-FEADER financé à 100%



Programme sur 5 ans, répondant à des enjeux particuliers sur les territoires transfrontaliers, ici la lutte contre les invasives

Outils de financement spécifique, ne sera pas reconduit au Syndicat car finalisé en déc.2022

### 3/ PROSPECTIVES ÉCONOMIQUE 2023 À 2025

➤ Charges liées à l'activité :

Toutes nos missions et nos programmes sont liées de près ou de loin à la GEMAPI car :

- Pour Natura 2000 la conservation d'une espèce passe par le maintien, la restauration de son habitat naturel que sont les cours d'eau des Usses (8° ) ou la protection et la conservation des eaux superficielles et souterraines (11° ),
- La lutte contre les invasives peut se référer à (2° ) L'entretien et l'aménagement d'un cours d'eau, canal, lac ou plan d'eau, y compris les accès à ce cours d'eau, à ce canal, à ce lac ou à ce plan d'eau...

Et parce-que le cœur de l'activité du Syr'Usses relève de l'aménagement d'un bassin hydrographique d'un point de vue des interrelations entre la ressource en eau et les écosystèmes aquatiques.

*Mais il faut faire des choix...*

### 3/ PROSPECTIVES ÉCONOMIQUE 2023 À 2025

#### ➤ Charges liées à l'activité :

CONTRAT DE  
MILIEUX  
DES USSES

Programme sur 5 ans répondant aux objectifs du SDAGE RMC : restauration des milieux, continuité, préservation de la ressource (quantité, qualité, débit déficitaire), etc.  
Outil privilégié de l'agence de l'eau RMC

Un grande partie du  
programme en  
GEMAPI



Programme sur 5 ans répondant aux objectifs du territoire du Plateau des Bornes, répartis en 4 axes : 1/ gestion des zones humides, 2/ conservation des zones humides, 3/ sensibilisation, 4/ coordination  
Outil privilégié de l'agence de l'eau RMC / 4 en cours de révision

AXE 1 des zones humides seulement en  
GEMAPI et le temps de l'animation de l'axe 4  
pour les heures effectuées à la GEMAPI



Programme sur 5-10 ans répondant à la Directive Européenne Habitats-Faune-Flore visant à conserver les habitats d'intérêt communautaire de la rivière des Usses à l'aval et ses affluents du territoire  
Outil dédié et fléché de la transition écologique, financé par l'Etat et la Région-FEADER



Programme sur 5 ans, répondant à des enjeux particuliers des territoires transfrontaliers, ici la lutte contre les espèces invasives  
Outils de financement spécifiques de la Région-FEADER / Syndicat car finalisé en déc.2022

## 3/ PROSPECTIVES ÉCONOMIQUE 2023 À 2025

- 93 % de l'activité liée au Contrat de Milieux et au CTENS Plateau des Bornes (pour la part du Syr'Usses) représente de la GEMAPI, soit 1 832 255,30 €

|                                                                       |                       |
|-----------------------------------------------------------------------|-----------------------|
| <b>GEMAPI</b>                                                         | <b>1 832 255,30 €</b> |
| <b>CONTRAT DE MILIEUX</b>                                             | <b>1 721 755,30 €</b> |
| <b>VOLET RESSOURCE - part GEMAPI</b>                                  |                       |
| RE1 & RE14                                                            | 60 000,00 €           |
| <b>VOLET MILIEUX - part GEMAPI</b>                                    |                       |
| Stratégie foncière - MA1 & MA2                                        | 60 000,00 €           |
| Rest. Hydromorpho - MA4, MA6*, MA7*, MA8, MA9 (ac 50K de W            | 736 876,00 €          |
| Cont. Ecologique - MA11*                                              | 180 000,00 €          |
| Rest. ZH - MA14 à MA20                                                | 146 639,30 €          |
| Amgt. Prot. Ecrevisses Plaques et Abreuvoirs - MA21 & MA23            | 43 750,00 €           |
| Gestion Boisement Berges - MA22                                       | 90 000,00 €           |
| Gestion Lutte contre Invasives Flore - MA24                           | 93 000,00 €           |
| <b>VOLET INONDATION - part GEMAPI</b>                                 |                       |
| Q100 et zones à risque - RI1*                                         | 25 000,00 €           |
| <b>VOLET QUALITE - part GEMAPI</b>                                    |                       |
| Suivi qualité - QL1                                                   | 193 667,00 €          |
| <b>VOLET SENSI &amp; COM - PART GEMAPI</b>                            |                       |
| Strat. Com - SE2, SE4, SE7, SE8 + 7K€ année 2025                      | 51 792,00 €           |
| Dispositif Classes d'eau - SE3 (dont la rému de l'agent coordinateur) | 41 031,00 €           |
| <b>CONTRAT DE TERRITOIRE PLATEAU DES BORNES PHASE 2</b>               | <b>110 500,00 €</b>   |
| Axe 1 - Rest. Des ZH BV des Usses                                     | 90 000,00 €           |
| Axe 4 - Animateur CTENS (part du Syr'Usses de l'axe 1 seulement)      | 20 500,00 €           |
| <b>HORS GEMAPI</b>                                                    | <b>132 070,10 €</b>   |
| <b>VOLET MILIEUX - HORS GEMAPI</b>                                    |                       |
| Renouv. DIG - MA3                                                     | 30 000,00 €           |
| <b>VOLET SENSI &amp; COM - HORS GEMAPI</b>                            |                       |
| Com. Institutionnelle - SE1 & SE6 + 7K€ année 2025                    | 36 763,10 €           |
| Val. Riv. Vélo - SE5                                                  | 15 947,00 €           |
| <b>NATURA 2000</b>                                                    |                       |
| Animation scolaire                                                    | 3 360,00 €            |
| Prévisionnel Contrat N2000 rest. HIC                                  | 30 000,00 €           |
| <b>INTERREG STOP INVASIVES</b>                                        |                       |
| Participation HEPIA année 2023                                        | 15 000,00 €           |
| <b>PLAN AGROENVIRONNEMENTAL ET CLIMATIQUE</b>                         |                       |
| nc                                                                    | 1 000,00 €            |
| <b>SOUS TOTAL CHARGES LIEES A L'ACTIVITE</b>                          | <b>1 964 325,40 €</b> |

Charges liées à  
l'activité - Maîtrise  
d'ouvrage du  
Syr'Usses

7 % de l'activité est HORS GEMAPI : renouvellement de la DIG, communication institutionnelle, Natura 2000, PAEC et INTERREG (dernière dépense en 2023), soit 132 070, 10 €

Total de charges liées à l'activité (2023 à 2025) : 1 964 325,40 €

## 3/ PROSPECTIVES ÉCONOMIQUE 2023 À 2025

- **Produits liés à l'activité = subventions publiques**
- L'activité GEMAPI est financée à hauteur de 66 %, contre 75% lors du Contrat de Milieux
- L'activité HORS GEMAPI est financée à hauteur de 55%, tenant compte des projets Etat-  
FEADER financés à 100% en 2023 (pas de visibilité en 2024 sur le N2000)

|                         |                       |            |                                                                   |  |  |
|-------------------------|-----------------------|------------|-------------------------------------------------------------------|--|--|
| <b>SUBVENTIONS GEN</b>  | <b>1 192 806,58 €</b> | <b>65%</b> | <b>L'activité GEMAPI est financée à l'hauteur de</b>              |  |  |
|                         | <b>1 133 339,90 €</b> |            |                                                                   |  |  |
|                         | 39 000,00 €           | 65%        |                                                                   |  |  |
|                         | 32 000,00 €           | 53%        |                                                                   |  |  |
|                         | 530 851,50 €          | 72%        | pas de visibilité encore sur les aides pour MAO (Petites Ussees)  |  |  |
|                         | 150 120,30 €          | 83%        |                                                                   |  |  |
|                         | 102 158,50 €          | 70%        |                                                                   |  |  |
|                         | 35 000,00 €           | 80%        |                                                                   |  |  |
|                         | 42 000,00 €           | 47%        | absence du Département sur dépenses de Fonctionnement et AE à 30% |  |  |
|                         | 35 400,00 €           | 38%        | absence du Département sur dépenses de Fonctionnement et AE à 30% |  |  |
|                         | 5 000,00 €            | 20%        |                                                                   |  |  |
|                         | 96 833,50 €           | 50%        | absence du Département                                            |  |  |
|                         | 36 254,40 €           | 70%        |                                                                   |  |  |
|                         | 28 721,70 €           | 70%        |                                                                   |  |  |
|                         | <b>59 466,68 €</b>    |            |                                                                   |  |  |
|                         | <b>54 000,00 €</b>    | <b>60%</b> | <b>30 000,00 € de RAC pour le CTENS</b>                           |  |  |
|                         | <b>5 466,68 €</b>     | <b>27%</b> | <b>15 033,32 € de RAC pour le CTENS</b>                           |  |  |
| <b>SUB. HORS GEMAPI</b> | <b>72 878,27 €</b>    | <b>55%</b> | <b>L'activité HORS GEMAPI est financée à l'hauteur de</b>         |  |  |
|                         | 9 000,00 €            | 30%        |                                                                   |  |  |
|                         | 25 734,17 €           | 70%        |                                                                   |  |  |
|                         | 4 784,10 €            | 30%        |                                                                   |  |  |
|                         | 3 360,00 €            | 100%       | attention 2024                                                    |  |  |
|                         | 30 000,00 €           | 100%       | attention 2024                                                    |  |  |
|                         | - €                   | 0%         |                                                                   |  |  |
|                         | - €                   | 0%         |                                                                   |  |  |
|                         | <b>1 265 684,85 €</b> | <b>64%</b> | <b>SOUS TOTAL PRODUITS LIES A L'ACTIVITE et % DE SUBVENTIONS</b>  |  |  |

Les missions liées à la gestion des boisements de berges sont subventionnées à hauteur de 47 %.

Les missions liées à la lutte contre les invasives sont subventionnées à hauteur de 38 %.

Les missions liées à la Qualité sont subventionnées à hauteur de 50 %.

Les missions liées à la communication sont subventionnées à hauteur de 70% et tiennent compte des rémunérations.

### 3/ PROSPECTIVES ÉCONOMIQUE 2023 À 2025

#### ➤ Equilibrage prévisionnel charges et produits (2023 à 2025)

|                                              |                                              |
|----------------------------------------------|----------------------------------------------|
| Charges de structures = 120 000€             | Produits de structures = /                   |
| Charges de rémunération = 775 900 €          | Produits de rémunération = 310 000 €         |
| Charges liées à l'activité = 1 964 325, 40 € | Produits liés à l'activité = 1 265 684, 85 € |
| <b>TOTAL CHARGES = 2 860 225, 40€</b>        | <b>TOTAL PRODUITS = 1 575 684, 85€</b>       |

#### ➤ Ajout des cotisations des EPCI membres (2023 à 2025)

|                             |                       |                                                  |  |  |
|-----------------------------|-----------------------|--------------------------------------------------|--|--|
| <b>TOTAL PRODUITS</b>       | <b>1 575 684,85 €</b> |                                                  |  |  |
| <hr/>                       |                       |                                                  |  |  |
| <b>COTISATIONS DES EPCI</b> |                       |                                                  |  |  |
|                             | 817 200,00 €          | option 1 : les 272 400€ historique*3 ans         |  |  |
| <b>Total Cotisations</b>    | <b>2 392 884,85 €</b> |                                                  |  |  |
|                             | 1 144 080,00 €        | option 2 : + 1,4 des 272 400€ historique * 3ans  |  |  |
| <b>Total Cotisations</b>    | <b>2 719 764,85 €</b> |                                                  |  |  |
|                             | 1 225 800,00 €        | option 3 : + 1,5 des 272 400€ historique * 3ans  |  |  |
| <b>Total Cotisations</b>    | <b>2 801 484,85 €</b> |                                                  |  |  |
|                             | 1 307 520,00 €        | option 4 : + 1,6 des 272 400€ historique * 3 ans |  |  |
| <b>Total Cotisations</b>    | <b>2 883 204,85 €</b> |                                                  |  |  |



### 3/ PROSPECTIVES ÉCONOMIQUE 2023 À 2025

#### ➤ Equilibrage prévisionnel charges et produits (2023 à 2025)

Charges de structures = 120 000€  
Charges de rémunération = 775 900 €  
Charges liées à l'activité = 1 964 325, 40 €  
**TOTAL CHARGES = 2 860 225, 40€**

Produits de structures = /  
Produits de rémunération = 310 000 €  
Produits liés à l'activité = 1 265 684, 85 €

| TOTAL PRODUITS              | 1 575 684,85 €        |                                                  |  |  |
|-----------------------------|-----------------------|--------------------------------------------------|--|--|
| <b>COTISATIONS DES EPCI</b> |                       |                                                  |  |  |
|                             | 817 200,00 €          | option 1 : les 272 400€ historique*3 ans         |  |  |
| Total Cotisations           | <b>2 392 884,85 €</b> |                                                  |  |  |
|                             | 1 144 080,00 €        | option 2 : + 1,4 des 272 400€ historique * 3ans  |  |  |
| Total Cotisations           | <b>2 719 764,85 €</b> |                                                  |  |  |
|                             | 1 225 800,00 €        | option 3 : + 1,5 des 272 400€ historique * 3ans  |  |  |
| Total Cotisations           | <b>2 801 484,85 €</b> |                                                  |  |  |
|                             | 1 307 520,00 €        | option 4 : + 1,6 des 272 400€ historique * 3 ans |  |  |
| Total Cotisations           | <b>2 883 204,85 €</b> |                                                  |  |  |

| Equilibre du financement par options |                                                     |
|--------------------------------------|-----------------------------------------------------|
| - 467 340,55 €                       | option 1 : les 272 400€ historique*3 ans            |
| - 140 460,55 €                       | option 2 : + 1,4 des 272 400€ historique<br>* 3ans  |
| - 58 740,55 €                        | option 3 : + 1,5 des 272 400€ historique<br>* 3ans  |
| - 22 979,45 €                        | option 4 : + 1,6 des 272 400€ historique<br>* 3 ans |



### 3/ PROSPECTIVES ÉCONOMIQUE 2023 À 2025

#### ➤ Incidences évolutions de la cotisation des EPCI membres (2023 à 2025)

| Options avec les clés de répartition par EPCI sur une année |                   |                |                |                |
|-------------------------------------------------------------|-------------------|----------------|----------------|----------------|
|                                                             | option 1 actuelle | option 2 à 1,4 | option 3 à 1,5 | option 4 à 1,6 |
| CCAS 1,01%                                                  | 2 751,2 €         | 3 851,74 €     | 4 126,86 €     | 4 401,98 €     |
| CCFU 17,52%                                                 | 47 860,7 €        | 67 004,95 €    | 71 791,02 €    | 76 577,09 €    |
| CCG 5,37%                                                   | 14 192,0 €        | 19 868,86 €    | 21 288,06 €    | 22 707,26 €    |
| CCPC 36,99%                                                 | 100 188,7 €       | 140 264,21 €   | 150 283,08 €   | 160 301,95 €   |
| CCUR 36,06 %                                                | 99 289,8 €        | 139 005,72 €   | 148 934,70 €   | 158 863,68 €   |
| GA 3,05 %                                                   | 8 117,5 €         | 11 364,53 €    | 12 176,28 €    | 12 988,03 €    |
|                                                             | 272 400,0 €       | 381 360,00 €   | 408 600,00 €   | 435 840,00 €   |
|                                                             | pour 3 années     | 1 144 080,00 € | 1 225 800,00 € | 1 307 520,00 € |

## 3/ PROSPECTIVES ÉCONOMIQUE 2023 À 2025

### ➤ Incidences évolutions de la cotisation des EPCI membres (2023 à 2025)

| Calcul de la Part Gemapi par habitants (DGFIP 08-02-2023)                                                                                  |  |               |              |                  |    |         |                |                      |            |                                        |                |                      |            |         |                |                      |            |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--|---------------|--------------|------------------|----|---------|----------------|----------------------|------------|----------------------------------------|----------------|----------------------|------------|---------|----------------|----------------------|------------|
| Hypothèse de la nouvelle contribution GEMAPI sur l'avis d'une taxe foncière (TF) calculée sur la base d'une valeur locative de 2 200 euros |  |               |              |                  |    |         |                |                      |            |                                        |                |                      |            |         |                |                      |            |
| Gemapi actuelle / H sur l'avis de taxe foncière (TF)                                                                                       |  |               |              |                  |    |         |                |                      |            | Participation Gemapi par habitants si: |                |                      |            |         |                |                      |            |
|                                                                                                                                            |  | produit total |              | tx GEMAPI sur TF |    |         | Option 1 à 1,4 | nouveau taux calculé | égal € / H |                                        | Option 2 à 1,5 | nouveau taux calculé | égal € / H |         | Option 3 à 1,6 | nouveau taux calculé | égal € / H |
| Communauté de communes Arve et Salève                                                                                                      |  | CCAS 1,01%    | 2 751,20 €   | 0,641%           | si | 3 852   | 0,643%         | 14,15 €              | si         | 4 127                                  | 0,643%         | 14,15 €              | si         | 4 402   | 0,644%         | 14,17 €              |            |
| Communauté de communes Fier et Usse                                                                                                        |  | CCFU 17,52%   | 47 860,70 €  | pas de taxe      | si | 67 005  | -%             | ?                    | si         | 71 791                                 | -%             | ?                    | si         | 76 577  | -%             | ?                    |            |
| Communauté de communes du Genevois                                                                                                         |  | CCG 5,37%     | 14 192,00 €  | 0,0441%          | si | 19 869  | 0,047%         | 1,03 €               | si         | 21 288                                 | 0,048%         | 1,06 €               | si         | 22 707  | 0,049%         | 1,08 €               |            |
| Communauté de communes du Pays de Cruseilles                                                                                               |  | CCPC 36,99%   | 100 188,70 € | 0,2270%          | si | 140 264 | 0,319%         | 7,02 €               | si         | 150 283                                | 0,341%         | 7,50 €               | si         | 160 302 | 0,364%         | 8,01 €               |            |
| Communauté de communes Usse et Rhône                                                                                                       |  | CCUR 36,06 %  | 99 289,80 €  | 0,155%           | si | 139 006 | 0,155%         | 3,41 €               | si         | 148 935                                | 0,155%         | 3,41 €               | si         | 158 864 | 0,155%         | 3,41 €               |            |
| Grand Annecy                                                                                                                               |  | GA 3,05 %     | 8 117,50 €   | pas de taxe      | si | 11 365  | -%             | ?                    | si         | 12 176                                 | -%             | ?                    | si         | 12 988  | -%             | ?                    |            |
| Total 100 %                                                                                                                                |  | 272 400,00 €  |              |                  |    | 381 360 |                |                      |            | 408 600                                |                |                      |            | 435 840 |                |                      |            |